

L'EAC reporte son sommet sur les accords commerciaux avec l'UE

@rib News, 28/02/2017 – Source Xinhua Un sommet régional prévu lundi à Arusha dans le nord de la Tanzanie a été reporté. Le Sommet des chefs d'État de Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE/EAC) devait discuter entre autres questions des Accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne, et il est désormais prévu au 6 avril, selon un communiqué publié par la Communauté d'Afrique de l'Est.

Ce communiqué indique que le 18ème Sommet de l'EAC sera précédé par d'autres réunions techniques à partir du 30 mars. Le report de ce sommet est dû au fait que deux pays de la région avaient d'autres activités prévues à cette date, et ont demandé en conséquence le report du sommet au 30 mars (date d'ouverture du sommet) et au 6 avril (date de la réunion principale). Le secrétaire principal kenyan en charge du Commerce, Chris Kiptoo, a confirmé lundi que la réunion avait été reportée à une date ultérieure. Cette réunion devait à l'origine avoir lieu lundi à Arusha avec à l'ordre du jour la signature d'accords de partenariat économique (APE), a-t-il fait savoir. M. Kiptoo a expliqué que les pays de l'EAC devaient signer tous en bloc avec l'UE, afin de bénéficier d'accès libres aux marchés, sans quotas ni droits de douane. Tous les pays de l'EAC auraient dû signer en bloc les APE avec l'Union européenne avant le 2 février. Cette échéance est dépassée mais seul le Kenya a signé et ratifié cet accord, et le Rwanda est le seul autre pays à l'avoir simplement signé. La Tanzanie a refusé de signer, estimant que ces accords auraient des conséquences graves pour ses recettes et pour la croissance de ses secteurs d'activité. L'Ouganda s'est engagé à signer le document mais insiste sur le fait que la Tanzanie soit d'abord impliquée. Le Burundi, qui est sous le coup de sanctions de l'UE depuis des turbulences politiques, a déclaré qu'il ne signerait pas cet accord commercial jusqu'à ce que les sanctions soient levées. La Tanzanie réclame la renégociation de certaines clauses des APE. Le Kenya est le seul pays classé comme pays en développement au sein du bloc tandis que les quatre autres sont classés parmi les pays les moins développés. Les analystes commerciaux ont averti que le Kenya était le pays qui a le plus à perdre car ses produits entrant l'UE subiraient d'importantes taxations, tandis que les autres pays membres continueront de jouir d'accès sans droits de douane ni quotas en application de l'initiative "tout sauf les armes" de l'UE. L'UE est la principale destination d'exportation du Kenya, qui y exporte des fleurs coupées, des haricots, des fruits, du poisson, des textiles, du café et du thé.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});